

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Catalogue Programme

40
ans
cités
unies
france

MS MediaContact
Services



SOMMAIRE

Editorial de Roland Ries, Président de Cités Unies France	5
Editorial de Bertrand Gallet, Directeur général de Cités Unies France	6
Editorial de Médéric Petit, Délégué général du Forum	7
Organigramme de Cités Unies France	8
Programme du Forum 2015.....	9
Présentation des conférences thématiques et régionales	11
Présentation des réunions des groupes-pays /« side events »	22
Partenaires du Forum	33
Expositions sur le stand de CUF.....	52
Présentation de Cités Unies France.....	53
Présentation de Média Contact Services.....	54
Plan de l'espace Partenaires.....	55
Programme du Forum par salles	56

Partenaires institutionnels



Soutiens institutionnels



Partager et valoriser l'engagement international des collectivités territoriales



Monsieur **Roland RIES**, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France, organisateur du Forum, accompagné de Monsieur **Alain JUPPE**, Maire de Bordeaux, Président de l'AFCCRE et Madame **Anne HIDALGO**, Maire de Paris, Présidente de l'AIMF, ont le plaisir de vous inviter à la 6^{ème} édition du Forum. **Le Président de la République Française Monsieur François HOLLANDE**, interviendra en séance plénière le **mardi 30 juin 2015**, en présence de Mesdames **Marylise LEBRANCHU**, Ministre de la Décentralisation et de la Fonction Publique, de **Annick GIRARDIN**, Secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie et de Monsieur **François BAROIN**, Sénateur de l'Aube, Maire de Troyes, Président de l'Association des Maires de France.



Lundi 29 juin 2015

- Réunion de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée
- Réception des délégations étrangères par la Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie
- Inauguration officielle de l'Exposition par la Ministre et les délégations étrangères
- Encourager l'engagement et la mobilité internationale pour tous les jeunes dans le cadre de l'AICT
- Les financements innovants pour l'action extérieure des collectivités
- Femmes et réseaux féminins, acteurs engagés de la coopération décentralisée
- La réforme territoriale et ses conséquences sur l'action internationale
- Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien
- La gestion des crises par les autorités locales : Présentation du programme européen de Bangui
- Réunion des Groupes Pays de Cités Unies France : **Arménie**  **Chine**  **Haïti**  **Mexique**  **Palestine** 
- Focus Pays-Collectivités : **Gabon**  **Mali**  **Mexique** 

Mardi 30 juin 2015

- Assemblée Générale de Cités Unies France
- Séance plénière : l'action internationale nécessaire pour nos territoires
- L'action internationale pour mieux vivre ensemble
- Ville durables et villes intelligentes : enjeux majeurs de l'action internationale des collectivités
- COP 21 : Solutions de la coopération décentralisée face au dérèglement climatique
- Mobilisation des entreprises : regards croisés entre les groupes-pays Algérie, Maroc et Mauritanie
- Témoignages partenaires : Les outils de la gouvernance locale des risques les Agences de l'eau et le Partenariat Français pour l'Eau
- Réunion des Groupes Pays de Cités Unies France : **Japon**  **Liban**  **Maroc**  **Russie**  **USA** 
- Focus Pays-Collectivités : **Côte d'Ivoire**  **Maroc**  **Sénégal** 

>>> Inscriptions et renseignements : www.coopdec-icic.org <<<<

Temps fort annuel de travail et de convivialité inscrit à l'agenda international des collectivités, ce Forum mobilise 1500 grands élus et cadres territoriaux, autour de nombreuses délégations étrangères venues rencontrer les acteurs publics et privés pouvant les accompagner dans leurs projets de coopérations internationales. Certaines y animent un « pavillon pays-collectivités » aux couleurs du développement local et de l'attractivité des Territoires.

Des jumelages à la diplomatie économique, de la gestion de crise à l'aménagement urbain, des transports à l'assainissement, de l'éducation à la culture... la coopération décentralisée ne cesse de monter en puissance.

Ce Forum est un lieu unique pour tisser des liens opérationnels en faveur de la décentralisation, d'un développement durable des territoires et du mieux-être des populations.





Roland Ries
*Président de
Cités Unies France*

Jumelages, coopération décentralisée, action internationale des collectivités territoriales sont autant d'étapes d'une même aventure, celle de l'internationalisation nécessaire de nos territoires.

Les problèmes de la planète sont aujourd'hui les nôtres et ce sont nous qui en avons la majeure partie des solutions. Qu'il s'agisse de la maîtrise de l'urbanisation - 1 milliard de ruraux doivent encore rejoindre les villes-, des dérèglements climatiques, de la lutte contre la pauvreté ou des migrations, la vie des collectivités et de leurs populations est déterminée par ces questions mondiales.

A sa manière, Cités Unies France est aux côtés des collectivités françaises et les représente dans les réseaux mondiaux pour accompagner leurs actions internationales. Cités Unies France est aussi à leurs côtés pour faire de ces actions internationales un des éléments indispensables de la gestion de nos territoires en France même.

Cette sixième édition de notre forum fait une place importante à tout ce qui fédère l'action des collectivités dans les domaines du « vivre ensemble » en le comparant notamment à ce qui se fait ailleurs en Europe.

Ce forum doit aussi être le lieu du débat sur les grands thèmes et celui de la tenue de réunions des groupes pays de Cités Unies France.

Il est aussi le lieu du dialogue avec les autorités de l'Etat et avec de nombreuses collectivités étrangères.

Roland Ries

Maire de Strasbourg



Bertrand Gallet

*Directeur général de
Cités Unies France*

Les contraintes budgétaires que connaissent les collectivités ne semblent pas remettre en cause leurs actions internationales même si nous sommes tous à la recherche de plus d'efficacité et de plus de cohérence.

L'internationalisation des territoires est un fait acquis et les collectivités locales et régionales ont parfaitement intégré les conséquences de la mondialisation.

Depuis quelques années, mais les choses s'accroissent depuis l'année dernière, elles cherchent à faire en sorte que leurs partenariats servent aussi à leurs politiques locales.

Cela passe par une meilleure transversalité au sein des services. Cela passe aussi par un nouveau travail de réflexion sur les compétences à la suite des lois qui viennent d'être votées concernant la décentralisation.

Cités Unies France suit ces évolutions. Le Forum est le lieu privilégié pour que les acteurs de l'action internationale des collectivités locales et régionales puissent en débattre entre eux et avec tous leurs partenaires qu'ils soient représentants de l'Etat, des ONG ou du monde des entreprises.

Cette 6^{ème} édition traitera de tous les sujets de préoccupation des collectivités. Elle traitera plus particulièrement en plénière des thèmes de l'action internationale pour mieux vivre ensemble en Europe, la place des collectivités territoriales dans les négociations Climat COP21, la mobilité de la jeunesse à l'international... Elle accueillera bon nombre de personnalités de haut niveau ainsi que plus de 20 délégations de tous les continents. Nous comptons sur votre participation active.

Bertrand Gallet

Directeur général de Cités Unies France

Administrateur-fondateur de l'Institut pour la Coopération

Internationale des Collectivités

Médéric Petit

*Délégué général
du Forum*



En plein questionnement sur la mondialisation et ses effets, dans un contexte de tensions culturelles et religieuses qui touchent chaque commune, l'action internationale des collectivités représente une construction performante et une démarche volontariste, résolument optimiste pour le « vivre ensemble ».

Cette force nouvelle, peu connue du grand public, connaît depuis 6 ans un rendez-vous annuel incontournable que nous portons avec Cités Unies France au sein de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités.

Des jumelages à la diplomatie économique locale, de la gestion de crise à l'aménagement urbain, des transports à l'assainissement, de l'éducation à la culture... le Forum de l'Action Internationale des Collectivités est un lieu unique pour tisser des liens opérationnels de proximité, en faveur d'un développement durable des territoires et du mieux-être des populations.

Inscrit à l'agenda international des collectivités et de leurs partenaires publics et privés, ce forum mobilise cette année plus de 1500 grand élus et cadres territoriaux, autour d'une trentaine de délégations étrangères venues partager leur savoir-faire et rencontrer les décideurs pouvant les accompagner dans leurs projets de développement.

Avec les membres du Conseil d'administration de l'Institut, Bertrand Gallet, Roselyne Lefrançois, Jean-Louis Testud, Eric Flamand et Tanneguy des Rieux, nous sommes heureux de vous accueillir pour participer activement à ce rendez-vous cœur de cible !

Médéric Petit

Délégué général du Forum

Président du conseil d'administration

de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités



Organigramme de Cités Unies France

Direction



Bertrand Gallet
Directeur général
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 81
coop-dcc@cites-unies-france.org



Nicolas Wit
Directeur général adjoint
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 80
n.wit@cites-unies-france.org

Pôles géographiques

Afrique

Astrid Frey
Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org



Constance Koukouli
Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Niger, Afrique centrale et des Grands Lacs, Togo
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 97
c.koukouli@cites-unies-france.org



Camille Borella
Sénégal
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 99
c.borella@cites-unies-france.org



Méditerranée

Simon Giovetti
Israël, Palestine
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org



Linda Naili
Algérie, Tunisie, Maroc
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 90
l.naili@cites-unies-france.org



Virginie Rouquette
Liban
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 93
v.rouquette@cites-unies-france.org



Astrid Frey
Turquie
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Asie

Camille Borella
Vietnam
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 99
c.borella@cites-unies-france.org



Katarina Fotic
Japon
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org



Anne-Claire Gaudru
Chine, Inde
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 94
ac.gaudru@cites-unies-france.org

Europe non-communautaire

Simon Giovetti
Arménie, Europe du Sud-Est
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org

Katarina Fotic
Russie
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org

Institutions européennes

Camille Borella
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 99
c.borella@cites-unies-france.org

Amériques

Félicia Medina
Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti, Chili
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 92
f.medina@cites-unies-france.org



Anne-Claire Gaudru
Mexique
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 94
ac.gaudru@cites-unies-france.org

Nicolas Wit
États-Unis
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 80
n.wit@cites-unies-france.org

Forum de l'AICT



Katarina Fotic
Coordinatrice
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org

Pôle Programmes

Simon Giovetti
Coordonnées
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org

Lucile Allex-Billaud
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 85
l.allex-billaud@cites-unies-france.org

Pôles thématiques

Climat et environnement

Astrid Frey
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

1 % déchet

Anne-Claire Gaudru
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 94
ac.gaudru@cites-unies-france.org

Jeunesse

Linda Naili
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 90
l.naili@cites-unies-france.org

Pôle Formation - Conseil

Camille Borella
Coordination
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 99
c.borella@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 94
ac.gaudru@cites-unies-france.org

Agriculture, sécurité alimentaire

Constance Koukouli
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 97
c.koukouli@cites-unies-france.org

Recherche et universités

Virginie Rouquette
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 93
v.rouquette@cites-unies-france.org

Politiques sociales

Astrid Frey
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Pilotages de groupes de travail de CGLU

Simon Giovetti
Taskforce Réponse des gouvernements locaux aux catastrophes
Coopération pour la paix au Proche-Orient
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org

Éducation à la citoyenneté mondiale

Astrid Frey
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 96
a.frey@cites-unies-france.org

Crisis et réhabilitation

Simon Giovetti
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 87
s.giovetti@cites-unies-france.org

Communication / Publications

Katarina Fotic
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 83
k.fotic@cites-unies-france.org

Pôle administratif

Comptabilité



Frédérique Proust
Responsable du Service
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 91
compta@cites-unies-france.org



Magdie Yougl
Tél.: 33 (0) 1 53 41 86 80
compta@cites-unies-france.org

Secrétariat



Elisabeth Seyoum
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 98
e.seyoum@cites-unies-france.org

Béatrix da Costa
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 81
secretariat@cites-unies-france.org

Adhésion des collectivités



Thi-Tho Plattier
Tél.: 33 (0) 1 53 41 81 89
t.plattier@cites-unies-france.org

Lundi 29 juin 2015

13h00 Accueil des participants

14h30

- Conférence : Encourager l'engagement et la mobilité internationale pour tous les jeunes dans le cadre de l'AICT

16h00

- Conférence : Les financements innovants pour les collectivités
- Conférence : La réforme territoriale et ses conséquences sur l'action internationale
- Conférence : Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien

17h30

- Conférence : Femmes et réseaux féminins, acteurs engagés de la coopération décentralisée
- Conférence régionale : Mobilisation des entreprises – regards croisés entre les groupes-pays Algérie, Maroc et Mauritanie

19h15 Cocktail à l'Espace Partenaires

Mardi 30 juin 2015

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de CUF)

10h00 Pause à l'Espace Partenaires

11h00 Séance plénière : L'action internationale nécessaire pour nos territoires

12h30 Visite du forum par les autorités présentes à la séance plénière

13h00 Cocktail à l'Espace Partenaires

14h15

- Conférence : L'action internationale pour mieux vivre ensemble
- Conférence : Villes durables intelligentes : enjeu majeur de l'action internationale des collectivités

15h45 Pause à l'Espace Partenaires

16h00

- Conférence : COP21 : solutions de la coopération décentralisée face au dérèglement climatique
- Conférence : Coopérer entre territoires pour l'inclusion économique et sociale

18h00 Cocktail de clôture à l'Espace Partenaires



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 29 juin 2015

- | | |
|---------------|---|
| 14h30 - 16h00 | Réunion du groupe-pays Palestine |
| 14h30 - 16h00 | Réunion du groupe-pays Mexique : Les nouveaux champs de l'AICT : l'action extérieure au service de la compétitivité des territoires |
| 16h00 - 17h30 | Présentation du programme européen de Bangui : La gestion des crises par les autorités locales |
| 16h00 - 17h30 | Réunion du groupe-pays Chili |
| 17h30 - 19h00 | Haïti : Clôture du Fonds de solidarité |
| 17h30 - 19h00 | Réunion du groupe-pays Arménie |
| 17h30 - 19h00 | Réunion du groupe-pays Chine |
| 19h15 - 20h00 | Temps d'échange des membres du groupe-pays Mali avec la délégation malienne |

Mardi 30 juin 2015

- | | |
|---------------|--|
| 14h15 - 15h45 | Réunion du groupe-pays Russie |
| 14h15 - 15h45 | Réunion du groupe-pays Etats-Unis |
| 14h15 - 15h45 | Réunion du groupe-pays Côte d'Ivoire |
| 16h00 - 17h30 | Réunion du groupe-pays Maroc |
| 16h00 - 17h30 | Réunion du groupe-pays Liban |
| 16h00 - 17h30 | Réunion du groupe-pays Japon : 1 ^{er} Comité de pilotage français des 5 ^e Rencontres franco-japonaises, les 5 et 6 octobre 2016, à Tours |

Lundi 29 juin 2015

13h00 **Accueil des participants**

14h30 **Conférence**

Encourager l'engagement et la mobilité internationale pour tous les jeunes dans le cadre de l'AICT



Même si la contrainte budgétaire est une réalité, nombreuses sont les collectivités qui ont fait le choix de conduire une politique volontariste en encourageant l'ouverture internationale des jeunes. Cela passe par des actions de sensibilisation au niveau local, en faveur d'un meilleur accès à la mobilité internationale, que se soit à des fins professionnelles, solidaires, identitaires ou citoyennes. L'Etat a également fait de la mobilité une priorité par le biais du Ministère de la ville, de la Jeunesse et des Sports, à travers notamment le chantier 10 du plan d'action Priorité jeunesse, mais également par le biais du ministère des Affaires étrangères et du Développement international à travers son document d'orientation sur l'action extérieure de la France pour la jeunesse.

Les leviers passent sans doute par une meilleure information, une meilleure identification des ressources et compétences, un partage des expériences et une démarche multi-acteurs, partenariale, au niveau local et au sein des collectivités.

Animateur :

Sylvain Allemand, journaliste

Intervenants :

Meriem Derkaoui, Adjointe au maire d'Aubervilliers en charge de la jeunesse et Présidente du groupe-thématique Jeunesse

Farid Mouhous, Responsable du Point Information Jeunesse (PIJ), Ville d'Aubervilliers

Sabrina Cadeau, Direction Europe et International, Conseil départemental du Pas-de-Calais

Karine L'Hostis, Chef du service international, Conseil régional de Bourgogne

Anne-Laure Barrès, Chargée de mission, Agence du Service Civique

Jean-Daniel Balme, Délégué général de France Volontaires

(Chargée de mission référente : Linda Naili, l.naili@cites-unies-france.org)



14h30 Conférences

Les financements innovants pour les collectivités : perspectives pour la coopération décentralisée



Les collectivités françaises font face à une telle raréfaction de leurs ressources qu'elles doivent faire des choix qui peuvent les amener à baisser drastiquement, voire à supprimer les budgets alloués à l'action extérieure. Les élus qui savent combien la coopération décentralisée est porteuse de cohésion, de valeurs et d'intérêt pour leurs administrés, mais aussi pour le tissu économique doivent donc trouver de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes de financement.

Au-delà des lois Oudin-Santini (2006) et de la loi sur le développement (juillet 2014) permettant d'affecter 1% du budget de la politique publique (eau, déchets et énergie) à des actions de coopérations dans ces domaines, les collectivités territoriales et leurs partenaires ont besoin de diversifier leur accès à des sources de financements innovants pour mettre en œuvre leurs actions de coopération.

Des fondations « sectorielles » aux fondations « géographiques », des institutions politiques (EC par exemple) aux organismes financiers internationaux ou continentaux, en passant par les nouveaux outils de financement participatif, des moyens sont à disposition des collectivités territoriales, lesquelles sont par ailleurs recherchées comme sources de projets et maîtres d'œuvre pour accompagner le développement des territoires financés par ces organisations.

Cette conférence a donc pour objectif de permettre aux responsables locaux d'élargir leur vision du financement de la coopération et de susciter des connexions opérationnelles avec les bailleurs de fonds.

Président de séance :

Roland Ries, Président du comité « 1% déchets » de la CNCD/DAECT, Maire de Strasbourg et Président de CUF

Intervenants :

Jean-Marie Tetart, Député-Maire de Houdan, Administrateur de l'Agence Française de Développement

Lionel Zinsou, Président du Fonds de PAI Partners, Créateur de la Fondation Africa France pour la croissance

Nathalie Le Denmat, Secrétaire exécutive de la commission des finances locales pour le développement chez Cités et Gouvernements Locaux Unis

Jean-Paul Joulia, Commission Européenne, DG AIDCO

Marième Tamata-Varin, Maire de Yèbles

Foulques Chombart de Lauwe, Responsable de la division en charge des Relations avec les élus et les acteurs économiques, AFD

(Coordination MCS : Tanneguy des Rieux, tdesrieux@mediacontactservices.com, et Antoine Marquet amarquet@mediacontactservices.com ; Coordination CUF : Anne-Claire Gaudru, ac.gaudru@cites-unies-france.org)

La réforme territoriale et ses conséquences sur l'action internationale



La réforme des collectivités en cours d'adoption au parlement a pour principal objectif de clarifier les compétences entre niveaux de collectivités et de renforcer l'intercommunalité.

Cette conférence propose de débattre des conséquences de cette réforme sur l'AICT, et tout particulièrement des changements liés à la création des métropoles qui a fait l'objet d'une étude de cas par Cités Unies France pour le compte de l'AFD, intitulée : « L'expertise des collectivités territoriales à l'épreuve de la nouvelle donne territoriale. Quelle mutation de l'action internationale dans le contexte de la métropolisation en France ? »

La conférence permettra un débat autour des craintes et des enjeux liés à la réforme : des nouveaux territoires, des compétences redistribuées, des collectivités créées et d'autres fusionnées.

La possibilité de s'engager à l'international reste ouverte à tous les niveaux de collectivités. Quels sont les échelons d'intervention les plus pertinents ? Quelles compétences vont être mobilisées et quels savoir-faire ?

Les mutations actuelles engagent les politiques publiques de demain. L'atelier tentera ainsi de dessiner les évolutions dans l'engagement des collectivités et de prévoir les tendances.

Président de séance :

Michel Delebarre, Sénateur du Nord et Président d'honneur de CUF

Intervenants :

Bernard Macret, Conseiller métropolitain, Grenoble Alpes Métropole

Bertrand Fort, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (à confirmer)

(Chargées de mission référentes : Anne-Claire Gaudru, ac.gaudru@cites-unies-france.org, et Camille Borella, c.borella@cites-unies-france.org)



Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien



Les hommes traversent les frontières pour leurs besoins sociaux, culturels et économiques. Des entités politiques se composent et se recomposent, modelant l'inconscient collectif.

Alors que les défis auxquels sont confrontés les territoires sont de plus en plus globaux, l'intégration régionale apparaît comme une réponse nécessaire. Quel rôle pour les collectivités territoriales dans l'intégration régionale ? Cette intégration constitue-t-elle une plus-value pour le vivre-ensemble ? Comment les Etats, les autorités centrales et interétatiques peuvent-ils s'appuyer sur la coopération décentralisée pour garantir un développement local harmonieux des territoires ?

Cette conférence se propose d'examiner la place des collectivités territoriales dans des ensembles sous-régionaux constitués de longue date : l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) d'une part, la COI (Commission de l'Océan Indien) de l'autre, tout en restant ouvert, dans les débats, aux autres ensembles sous-régionaux du continent africain.

Président de séance :

Charles Josselin, Président d'honneur de Cités Unies France, ancien Ministre

Intervenants :

Jean Peyrony, Directeur général, Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)

François Albert Amichia, Président du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'UEMOA, Ministre des Sports de Côte d'Ivoire (à confirmer)

Badi Ould Ahmed Ganfoud, Directeur général de l'Autorité de développement intégré du Liptako Gourma (ALG)

Daniel Gonthier, Vice-président, Coopération régionale et internationale du Conseil départemental de La Réunion (à confirmer)

Yoland Velleyen, Vice-président membre de la commission Affaires Générales-Finances-Ressources humaines et Coopération, Territoires de la Côte Ouest (TCO), La Réunion

Maguy Doulet, Chargée de mission coopération décentralisée et relations extérieures Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI)(à confirmer)

Marie-Laure Meyer, Vice-présidente en charge de la coopération décentralisée, Communauté de Communes Faucigny Glières

Claire Raynaud, Instructrice du droit des sols, Chargée de mission tourisme et coopération décentralisée, Communauté de Communes Faucigny Glières

Rachel Haab, Directrice de la Direction de l'Europe, des Relations Internationales et de la Coopération (DERIC), Conseil régional Rhône-Alpes

(Chargées de mission référentes : Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org, et Constance Koukouï, c.koukouï@cites-unies-france.org)

Femmes et réseaux féminins, acteurs engagés de la coopération décentralisée



La consolidation des processus de décentralisation au niveau local et la montée en puissance de la coopération décentralisée ont contribué à l'engagement croissant des femmes et des réseaux féminins sur les territoires, et à leur implication grandissante dans les coopérations internationales.

D'initiatives personnelles à l'engagement dans des réseaux, ces femmes, actrices d'une diplomatie en mouvement, témoignent à travers leurs expériences et actions respectives.

En quoi les femmes, élues locales, trouvent-elles dans la dynamique collective et collaborative de ces réseaux des appuis et des facteurs d'optimisation de leurs actions politiques, au bénéfice premier des mandats locaux ?

Comment les coopérations décentralisées prennent-elles en compte, de façon transversale et systématique, le fait que les femmes et les hommes ont des priorités, rencontrent des obstacles, saisissent des opportunités, recherchent des moyens et inventent des solutions souvent différentes ?

De l'approche « femme » au « genre », il existe la nécessité d'une mise en perspective transversale. Ainsi, la réflexion en termes de genre permet de prendre en compte les rapports sociaux au niveau macro et d'en tenir compte dans la gouvernance des territoires.

Présidente de séance :

Jocelyne Bougeard, Adjointe au maire de Rennes, déléguée aux relations internationales, Conseillère communautaire de Rennes Métropole, ex-Présidente de la Commission AFCCRE pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, membre du Haut Conseil à l'égalité

Intervenants :

Célestine Ketcha Courtes, Maire de Bangangté (Cameroun), Secrétaire général du réseau des femmes maires du Cameroun, Ambassadrice de l'Afrique francophone dans les groupes de travail de l'Union européenne portant "Dialogue structure sur l'aide", Vice-présidente du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique représentant l'Afrique Centrale



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Nassénéba Toure Diane, Maire de la commune d'Odienné (Côte d'Ivoire), Vice-Présidente de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire, membre de la fondation Children of Africa de la Première Dame

Claire Tawab, Adjointe au maire de Grigny et Présidente du Collectif des élus locaux français originaires du Congo-Kinshasa (Cefock) (RDC)

Fatima-Zahra Mansouri, Maire de la Ville de Marrakech (Maroc) (à confirmer)

Seynabou Gaye Toure, Ancienne Ministre chargée des Sénégalais de l'étranger, Présidente du Conseil départemental de Tivaouane (Sénégal)

(Coordination CUF : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ;
Coordination MCS : Antoine Marquet amarquet@mediacontactservices.com)

Mobilisation des entreprises – regards croisés entre les groupes-pays Algérie, Maroc et Mauritanie



Au-delà des fondements initiaux de la coopération décentralisée que sont la solidarité internationale et le dialogue des cultures, l'action extérieure des collectivités s'appréhende aujourd'hui comme un moyen au service du développement de nos propres territoires.

La récente coopération économique décentralisée comprend à la fois l'appui à des activités génératrices de revenus dans le pays partenaire que l'accueil d'investissements étrangers ou encore la création de débouchés commerciaux pour nos entreprises.

C'est autour de ces deux derniers points que la conférence souhaite orienter les échanges. La conférence propose de partir d'expériences concrètes, dont la lecture critique permettra de mettre en avant les facteurs de réussite comme les difficultés rencontrées.

Elle se propose de partager les réflexions engagées au sein des groupes-pays Mauritanie, Algérie et Maroc autour de la mobilisation d'entreprises françaises -PME et TPE-, dans un esprit de responsabilité sociale des entreprises (RSE), et de développement partagé. Comment mieux faire connaître ces pays, les opportunités et cadres d'investissements qu'ils offrent, afin de lever les freins à la mobilisation d'entreprises ? Quelle plus-value à la coopération décentralisée ?

Modérateur :

Pascal Meyer, Directeur des Relations internationales, Région Centre Val-de-Loire

Intervenants :

Daniel Allieux, Président du groupe-pays Mauritanie, Vice-président, Communauté d'agglomération de Sénart

Georges Morin, Président du groupe-pays Algérie, Conseiller délégué à la coopération méditerranéenne, Ville de Gières

Frédéric Bouin, Chargé de mission en appui à la coopération décentralisée, Ambassade de France au Maroc

Jean Roatta, Président du groupe-pays Maroc, Adjoint au maire, Ville de Marseille

Farid Aouaichia, Chargé de mission Maghreb/ Méditerranée, Communauté urbaine de Dunkerque

Jean-Marc Sala, Cercle Maghreb de la CCI du Département de l'Indre

Jean-Louis Levet, Haut responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne

Cyril Boutrou, Directeur du réseau Centraider

Sidonie Delhomelle, Chargée de mission coopération internationale volet développement économique, Région Centre-Val de Loire

(Chargées de mission référentes : Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org, et Linda Naïli, l.naïli@cites-unies-france.org)

19h15 Cocktail à l'Espace Partenaires

Mardi 30 juin 2015

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France

(Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

10h00 Pause à l'Espace Partenaires

11h00 Séance plénière



Mardi 30 juin 2015

L'action internationale nécessaire pour nos territoires



L'action internationale des collectivités territoriales est un concept enraciné dans l'histoire juridique, politique et républicaine de la France. Issue des lois de décentralisation, cette autonomie d'action des collectivités s'est accompagnée, notamment en Europe, de tout un tissu d'acteurs allant des associations de migrants aux ONG en passant, à présent de plus en plus, par des acteurs privés.

Initialement, la coopération revêtait deux tendances. D'une part, celle d'un outil de solidarité et, d'autre part, un outil d'échange concernant à la fois des politiques publiques et des savoir-faire spécifiques en matière de gouvernance des collectivités.

Aujourd'hui, sous l'effet de la mondialisation et des réformes territoriales, les collectivités territoriales voient leur rôle évoluer au gré de nouvelles attributions, compétences et de nouveaux services à apporter aux acteurs de leur territoire. L'éventail de l'AICT s'étend désormais de la solidarité humanitaire à la recherche de profit économique. L'internationalisation des collectivités territoriales, largement répandue aux différents niveaux des collectivités et, de façon plus ou moins autonome, à ceux de l'Etat, est aujourd'hui en pleine mutation par rapport à son sens initial.

Cette conférence, sur la base des acquis présentés ci-dessus et au regard du contexte économique contraint, des réformes territoriales en cours et de l'évolution des valeurs de l'action internationale des autorités locales, devra faire état des évolutions de l'action internationale des collectivités territoriales et essayer d'en dégager les nouveaux sens.

Les interventions d'élus, agissant en coopération au fil de ces évolutions sémantiques et des priorités énoncées, témoigneront des motifs les incitant à maintenir leur engagement, en précisant les risques éventuels d'une position contraire.

Intervenants :

Roland Ries, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France

Anne Hidalgo, Maire de Paris

François Baroin, Sénateur-maire de Troyes, Président de la Communauté d'agglomération du Grand Troyes, Président de l'Association des Maires de France

François Hollande, Président de la République

12h30 Visite du forum par les autorités présentes à la Séance plénière

13h00 Cocktail à l'Espace Partenaires

14h15 Conférences

Villes durables intelligentes : enjeu majeur de l'action internationale des collectivités



La gestion des zones urbaines, avec la création de villes intelligentes et durables, devient l'un des défis majeurs de développement mondial du XXIème siècle. Collectivités et entreprises, grâce à la coopération décentralisée, ont ici un rôle de premier plan à jouer. Pour la fabrication de ces villes innovantes, les entreprises et opérateurs français, reconnus pour leurs savoirs faire techniques, doivent présenter une offre globale pour être plus attractives. Cette formidable opportunité ne pourra se concrétiser qu'à condition de créer un portail commun permettant aux villes étrangères de rencontrer les entreprises françaises et de visiter des sites démonstrateurs.

Les enjeux de la ville intelligente et durable, autant sociaux, économiques qu'environnementaux, s'appuient sur un projet politique. Celui-ci doit guider les politiques d'aménagement et de développement urbains mais aussi l'ensemble des politiques publiques d'une collectivité. Il s'agit de concevoir, construire et gérer la ville, en tenant mieux compte des ressources avec une approche écologique et technologique, les deux étant indissociablement liées.

Ces enjeux deviennent plus essentiels et urgents que jamais comme le souligne la Cop 21 qui se tiendra en cette fin d'année à Paris avec l'impératif de trouver un accord entre toutes les nations pour lutter contre le réchauffement climatique.

Nombre d'agglomérations françaises font déjà référence en la matière. De grandes entreprises et opérateurs français se distinguent également par leur expertise. En clair, un savoir-faire existe et s'exporte. Cette conférence décrira ces expériences innovantes mais aussi les besoins considérables de grandes villes étrangères.

La coopération décentralisée constitue un formidable levier de prise de conscience des enjeux en présence mais aussi de diffusion de l'expertise française qui a su inventer un modèle innovant et viable sur le long terme.

Président de séance :

Alain Lévy, Adjoint au maire d'Issy-les-Moulineaux Relations internationales et Européennes

Intervenants :

Yves-Laurent Sapoval, Directeur de projet développement durable de la région capitale - Ministère du logement et de l'égalité des territoires (à confirmer)

Basile Pierre, Directeur des relations internationales, Issy les Moulineaux

Denis Simonneau, Directeur des Relations Européennes et Internationales, GDF SUEZ

Robert Beugre Mambe, Gouverneur du District autonome d'Abidjan

Issa Faye, Directeur de la Division Recherche au sein de la Banque Africaine de Développement (BAD)



Mardi 30 juin 2015

L'action internationale pour mieux vivre ensemble



La coopération décentralisée ou l'action internationale des collectivités est aujourd'hui en quête de légitimité sur l'ensemble du territoire européen. Son impact sur les territoires européens n'est pas assez visible. La crise économique oblige les collectivités à réduire certaines dépenses et remet en question certaines politiques publiques, telle que l'action internationale. La coopération décentralisée est pourtant, sans aucun doute, encore plus indispensable à nos territoires aujourd'hui qu'hier.

A l'heure où l'Europe est traversée par des crises d'identité et où montent les extrémismes, il ne faut pas remettre en question les nombreux liens tissés entre les collectivités européennes et leur homologues du reste du monde. L'engagement international des collectivités européennes doit être conforté et renforcé.

Cet atelier souhaite débattre des différentes manières dont des collectivités européennes se saisissent de leur engagement international pour en faire un levier de développement et de cohésion dans leur territoire.

Comment l'action internationale des collectivités territoriales (AICT) devient-elle un outil de sensibilisation et d'ouverture sur le monde pour les citoyens ? Quels sont les impacts sur le territoire ? Comment l'AICT renforce-t-elle la compréhension, la participation et l'adhésion de la population aux enjeux mondiaux et territoriaux ?

Présidente de séance :

Nawel Rafik-Elmrini, Adjointe au maire de Strasbourg, Membre du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE)

Intervenants :

Claude Capillon, Maire et Conseiller général de Rosny-sous-Bois, Vice-président de l'Association des Maires de l'Île-de-France (AMIF)

Véronique Moreira, Vice-présidente de la région Rhône Alpes, déléguée à la coopération solidaire, Présidente du groupe Education à la citoyenneté mondiale de CUF

Henri Arevalo, Président du réseau régional multi-acteurs Midi-Pyrénées Coop Dév, Conseiller communautaire de la Communauté d'agglomération du Sicoval sud-est toulousain, Conseiller municipal de Ramonville

Frédéric Vallier, Secrétaire général du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)

15h45 **Pause à l'Espace Partenaires**

16h00 Conférence

COP21: solutions de la coopération décentralisée face au dérèglement climatique



L'articulation entre projet de territoire, climat, énergie et coopération apporte des éléments de réponse pour innover notre vision de la coopération au développement. Elle se lit dans un monde de plus en plus décloisonné. Elle suscite de nombreuses questions. Comment prendre en compte la question climatique dans un projet local ? Comment apporter de la cohérence entre les différentes initiatives sur un territoire ? Ces partenariats peuvent-ils innover en termes de participation citoyenne ? Quels sont les bénéfices d'un volet de coopération décentralisée, à la fois pour les collectivités françaises et partenaires ?

Cette conférence 2015 est l'occasion de mettre en lumière les rapprochements opérés entre collectivités, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'ARENE Ile-de-France et Cités Unies France (CUF). Elle contribuera à la diffusion d'une « culture climat » dans la coopération décentralisée.

Par des exemples et témoignages de coopérations en cours, cette conférence mettra en avant des pratiques variées de la coopération décentralisée, qui souligneront certaines de ces questions, pour mieux susciter curiosité et envie mais également permettre le débat, à la veille du Sommet mondial « Climat et Territoires ».

Président de séance :

Jean-Bernard Damiens, Vice-président de la Région Limousin délégué au développement durable, à l'environnement et au cadre de vie, élu référent Climat et action internationale des collectivités à Cités Unies France

Intervenants :

Patrick Klugman, Adjoint à la Maire de Paris, chargé des Relations Internationales et de la Francophonie

Philippe Masset, Chef du service Programmes et Partenariats internationaux, ADEME

Ndiaga Dieng, Premier adjoint au Maire de la commune de Biscuiterie; Président de la commission Planification et Etudes Générales de la Ville de Dakar



Mardi 30 juin 2015

Denis Dangaix, Chef de projet solidarité Nord-Sud, ARENE Ile de France

Sophie Dedieu, Cheffe de projet démarches territoriales, ARENE Ile de France

Diogo Franco, Président de la FEAM (Agence de l'environnement de l'Etat du Minas Gerais)

Majdouline Sbaï, Vice-présidente Citoyenneté, Coopération décentralisée et Relations Internationales de la Région Nord-Pas de Calais

Marie-Hélène Nédélec, Vice-présidente déléguée aux Relations internationales, Nantes Métropole

Jeannot Ahoussou Kouadio, Président de l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire, ancien Premier ministre (à confirmer)

(Chargée de mission référente : Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org)

Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 29 juin 2015

14h30 - 16h00

Réunion du groupe-pays Palestine

Le 2 décembre 2014, le Parlement français a adopté un texte reconnaissant l'Etat palestinien. Il est désormais nécessaire d'aboutir à un règlement définitif du conflit. Cela passe, avant tout, par l'établissement d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël comme prévu par les résolutions des Nations Unies.

Les collectivités locales françaises partagent cette analyse depuis longtemps. Leurs coopérations témoignent d'une forte volonté politique. Les collectivités françaises ont toujours été présentes pour accompagner la construction de l'Etat palestinien, depuis les accords d'Oslo et dans les moments les plus difficiles.

Aujourd'hui dans une région fragmentée et en guerre -Syrie, Liban, Égypte, Irak-, quels sont les enjeux stratégiques de la question israélo-palestinienne ? Quels en sont les possibles scénarios ? Quel rôle peut jouer la France dans la reconnaissance de l'Etat palestinien ? Dans quelle mesure les collectivités locales françaises ont-elles réussi à véritablement accompagner la construction de l'Etat palestinien, et quelles sont les perspectives de leurs partenariats ?

Les quatrièmes assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, organisées prochainement par le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) et Cités Unies France seront marquées par la question centrale de la reconnaissance de l'Etat palestinien. Elles seront également l'occasion d'aborder différentes thématiques telles que le développement économique durable, la coopération avec

Jérusalem-Est, Gaza, le renforcement des institutions locales, etc. Nous poserons la question centrale de la non continuité des territoires palestiniens comme étant le principal obstacle à la création d'un Etat palestinien viable. La coopération décentralisée peut-elle contribuer sinon à résoudre le conflit du moins à désenclaver et à aider les Territoires palestiniens ? Avec quels outils ?

Président de réunion :

Claude Nicolet, Conseiller régional Nord Pas-de-Calais, Président du RCDP

Intervenants :

Hael Al Fahoum, Ambassadeur de Palestine en France

Ghassan Shakaa, Président de l'Association des Collectivités Locales Palestiniennes (APLA) (à confirmer)

Pascal Boniface, Directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

(Chargé de mission référent : Simone Giovetti s.giovetti@cites-unies-france.org)

14h30 - 16h00

Réunion du groupe-pays Mexique : Les nouveaux champs de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales (AICT) : l'action extérieure au service de la compétitivité des territoires

Cette séance présentera un débat d'idées, ouvert à tous les acteurs, pour brosser un panorama des relations franco-mexicaines allant de l'émergence du Mexique comme pays actif au plan international, à la reconnaissance de l'expertise des collectivités et à leur intérêt à utiliser la coopération décentralisée comme une stratégie de développement local.

Dans un contexte très favorable, dynamisé par une volonté tant bilatérale que décentralisée, quatre intervenants français et mexicains donneront un aperçu des opportunités de travail au Mexique, des savoir-faire mobilisés et de l'offre de service à partager. Ils évoqueront également l'avenir à construire avec les homologues mexicains dans une relation réciproque.

En amont du « séminaire franco-mexicain de haut niveau » qui aura lieu de 16h à 18h le même jour, ce débat, traduit en espagnol, sera un lieu où partager avec des collectivités, engagées ou non au Mexique, sur les pratiques innovantes, les ambitions mais aussi les atouts et faiblesses des binômes franco-mexicains.

Co-présidents de réunion :

Michel Vernejoul, Vice-président de Bordeaux Métropole et Président du groupe-pays Mexique de Cités Unies France



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Dr. Eruviel El Ávila Villegas, Gouverneur de l'Etat de Mexico

Modération :

Jean-François Clavier, Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL),
Institut des Amériques

Eugène Zapata Garesche, Coordinateur du projet AL-LAS

Intervenants :

Lic. Graco Ramirez Garrido, Gouverneur de l'Etat de Morelos (Mexique)

Mtro. Hector Robles Piero, Maire de Zapopan (Etat de Jalisco, Mexique)

Philippe Cichowlaz, Directeur général adjoint des services chargé des Relations
internationales et des Affaires européennes, Région Provence Alpes Coté d'Azur

Nathalie Coiraton, Directrice des relations internationales, Conseil départemental
de la Haute-Saône

(Chargée de mission référente : Anne-Claire Gaudru, ac.gaudru@cites-unies-france.org)

16h00 - 17h30

Présentation du programme européen de Bangui :
[La gestion des crises par les autorités locales](#)

Dans le cadre de la réflexion autour d'une approche locale généraliste de la gestion des crises visant à promouvoir le rôle de leader des autorités locales dans l'urgence et la reconstruction, Cités Unies France a monté, en partenariat avec la ville de Bangui, un programme d'actions intitulé « soutenir la mairie de Bangui pour sortir de la crise ». Ce programme, financé en partie par l'Union européenne, et prévu pour une durée de 30 mois.

Plusieurs volets d'activités :

- renforcement des capacités de gouvernance municipale par la déconcentration et la réorganisation de deux services publics (la collecte des déchets et la gestion des marchés locaux), la clarification du rôle de chacun, et le renforcement des capacités techniques et matérielles des acteurs ;
- amélioration de la qualité des deux services identifiés dans trois arrondissements de la ville par le recrutement et la formation d'équipes municipales temporaires ;
- amélioration de la relation entre la population et les institutions publiques locales par la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation des habitants, la tenue de réunions publiques et de réunions de travail avec les différents publics concernés et la valorisation du rôle des chefs de quartiers, seul échelon local élu et proche de la population ;

Lundi 29 juin 2015

- évaluation et étude technique et financière des résultats obtenus grâce au programme et des perspectives de poursuite du travail par la mairie de manière autonome.

Objectifs de la réunion :

- présenter l'approche locale généraliste de Cités Unies France : sa genèse, ses intérêts, ses difficultés, ses perspectives principales etc ;
- présenter et expliquer le programme Bangui ;
- échanger autour des initiatives à développer pour aller plus loin ;
- réfléchir au rôle des collectivités territoriales françaises dans ce type d'actions, notamment en terme de technicité.

Présidence de la réunion :

Cités Unies France

Intervenants :

Yacinthe Wodobodé, Maire de Bangui

Jerôme Notebaert, Conseiller technique du Ministre de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Régionalisation en République centrafricaine

Bertrand Gallet, Directeur général, Cités Unies France (à confirmer)

Jean-Marc Pradelle, Agence Française de Développement (AFD) (à confirmer)

(Chargés de mission référents : Simone Giovetti s.giovetti@cites-unies-france.org ; Lucie Allex-Billaud l.allexbillaud@cites-unies-france.org)

17h30 - 19h00

Haïti : Clôture du Fonds de solidarité



Le 12 janvier 2010, peu avant 17 heures, un tremblement de terre de magnitude 7,3 à l'échelle de Richter a secoué Haïti pendant 35 secondes. Environ 1,5 millions de personnes, représentant 15% de la population nationale ont été directement affectées. Selon les autorités, plus de 300 000 personnes ont perdu la vie et autant ont été blessées.



Le lendemain de cette catastrophe, Cités Unies France (CUF), à l'initiative de son président Charles Josselin, aujourd'hui Président d'honneur, et de Christian Dupuy, Maire de Suresnes et Président du groupe-pays Haïti, a lancé un appel national à la solidarité auquel de très nombreuses collectivités territoriales ont répondu.



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

En quelques semaines, le « Fonds de Solidarité Haïti » créé par CUF a collecté la somme de 722 830 euros correspondant aux dons de près de 200 collectivités françaises. Consciente des limites budgétaires du Fonds de Solidarité Haïti au regard de l'ampleur des demandes haïtiennes, CUF a soumis à la Fondation de France une demande de subvention. La demande de CUF ayant été retenue, la Fondation de France a doté le Fonds de solidarité d'une subvention d'un montant de 980 000 euros sur deux axes d'intervention : la construction d'établissement scolaires et la mise en place d'une gouvernance territoriale.

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, nous sommes arrivés au terme de ce projet. Cette séance vise à restituer, à l'ensemble des donateurs, les actions menées par CUF et ses partenaires. Elle fera état des deux axes d'intervention et présentera les perspectives pour assurer la pérennité des actions mises en place. En début de séance sera visionnée une vidéo (6 minutes) avec les actions réalisées, suivie d'une table ronde avec les principaux partenaires du projet.

Président de réunion :

Charles Josselin, Président du Fonds solidarité Haïti, Président d'honneur de CUF

Modérateur :

Jean-Louis Testud, Adjoint au maire de Suresnes, Secrétaire général de CUF

Intervenants :

Suzy Castor, Directrice du Centre de Recherche et de Formation Economique et Social (CRESFED)

Francis Charhon, Directeur général de la Fondation de France

Joseph Trehel, Conseiller spécial pour Haïti-CUF

Rose-Marie Saint-Germes Akar, Conseiller communautaire chargée de l'Economie solidaire et de la Coopération décentralisée, Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise

Un(e) élu(e) de la communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (à confirmer)

(Chargé de mission référente : Felicia Medina, f.medina@cites-unies-france.org)

17h30 - 19h00

Réunion du groupe-pays Arménie

Témoignant de la richesse de la coopération décentralisée franco-arménienne, les 2^{èmes} Assises qui se sont tenues à Valence, fin 2013, ont permis d'engager une réflexion sur la thématique du développement territorial, visant à approfondir le rôle des collectivi-

Lundi 29 juin 2015

tés locales dans l'animation et la promotion de leur territoire.

Les collectivités membres du groupe-pays ont souhaité poursuivre le travail de mutualisation initié sur le volet tourisme. Un séminaire est ainsi coordonné par la Région Rhône-Alpes à Gumri, les 11 et 12 juin 2015, en partenariat avec l'Agence de la démocratie locale.

Les principales conclusions et recommandations d'actions concrètes seront présentées au cours de cette réunion du groupe-pays. Celle-ci sera par ailleurs l'occasion de lancer la préparation des prochaines Assises, prévues en Arménie en 2016. Elle permettra enfin de partager des informations d'actualité relatives au contexte général en Arménie et les derniers avancements des partenariats de coopération décentralisée.

Président de séance :

Isabelle Caullery, Vice-présidente du Conseil départemental des Hauts-de-Seine en charge des Relations et coopération internationales et Affaires européennes

Intervenants :

Vahag'n Atabekian, Représentant de l'Ambassade d'Arménie en France

Laura Carlon, Chargée de mission relations internationales, Région Provence-Alpes-Côte-D'azur

(Chargé de mission référent : Simone Giovetti s.giovetti@cites-unies-france.org)

17h30 - 19h00

Réunion du groupe-pays Chine ARF-CUF



ASSOCIATION
DES RÉGIONS
DE FRANCE



Cette séance ouvrira un débat entre les collectivités engagées en Chine pour faire le point sur des points névralgiques de la coopération décentralisée franco-chinoise.

Les dernières rencontres franco-chinoises se sont tenues en Alsace en 2014. Celles de Chengdu sont en préparation pour 2016. Le président du groupe-pays Chine ARF-CUF (Association des Régions de France – Cités Unies France), Bernard Soulage, souhaite que le groupe-pays accompagne pleinement cet événement.

Face à la multiplication des missions des collectivités territoriales françaises en Chine il est apparu nécessaire de faire le point. Globalement, les autorités chinoises et le poste diplomatique français souhaiteraient une clarification des démarches institu-



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 29 juin 2015

tionnelles et économiques des collectivités. L'enjeu est de réorganiser la présence française, notamment sur le volet économique, dont tant le poste diplomatique que nos interlocuteurs chinois demandent à clarifier le caractère institutionnel et économique des démarches portées par les collectivités.

Plusieurs années de travail avec la partie chinoise, pour identifier des objectifs et les expériences accumulées devraient permettre de définir de nouvelles approches.

Président de réunion :

Bernard Soulage, Vice-président de la Région Rhône-Alpes et Président du groupe-pays Chine ARF-CUF

Intervenants

Jean-Claude Lévy, Responsable Chine, DAECT/MAEDI

(Chargée de mission référente : Anne-Claire Gaudru, ac.gaudru@cites-unies-france.org)

19h15 - 20h00

Temps d'échange des membres du groupe-pays Mali avec la délégation malienne

Ce temps d'échange, à la suite du focus-pays, permettra aux membres du groupe-pays Mali présents au Forum, d'approfondir les discussions avec les représentants des collectivités maliennes, de l'Etat malien et des autorités françaises. Il s'agira notamment d'aborder les aspects pratiques et propositions, pour soutenir et renforcer à court et moyen terme, les partenariats de coopération décentralisée.

Président de séance :

Guy-Michel Chauveau, Président du groupe-pays Mali, Député-Maire de La Flèche, Membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

(Chargée de mission référente : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org)

Mardi 30 juin 2015

14h15 - 15h45

Réunion du groupe-pays Russie

Cette deuxième réunion de groupe-pays Russie sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe. Elle permettra l'établissement d'un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie. Cette réunion sera également l'occasion pour les collec-

Mardi 30 juin 2015

tivités locales de mutualiser leurs expériences et d'échanger concernant l'innovation, la culture, le patrimoine et le tourisme, le développement durable, la santé et la politique sociale. Les perspectives de la coopération décentralisée avec la Russie et un programme de travail du groupe pays pour les mois à venir seront aussi au programme de cette réunion.

Président de réunion :

Rudy Salles, Député des Alpes-Maritimes, Adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant **Christian Estrosi**, Député-maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur et Président du groupe-pays Russie de CUF

Intervenants :

Roland Ries, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France

Alexandre Orlov, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Russie en France

Bertrand Fort, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), MAEDI

(Chargé de mission référente : Katarina Fotic, k.fotic@cites-unies-france.org)

14h15 - 15h45

Réunion du groupe-pays Etats-Unis

Le nouveau président du groupe-pays Etats-Unis, Joël Bruneau, maire de Caen, réunira les villes et collectivités en partenariat avec des villes ou Etats américains autour de nouvelles initiatives. Jane D. Hartley, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en France et à Monaco a été invitée.

Président de réunion :

Joël Bruneau, Maire de Caen et Président du groupe-pays Etats-Unis

Intervenants :

Jane D. Hartley, Ambassadeur auprès de la République française et de la Principauté de Monaco (à confirmer)

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Délégation pour l'Action extérieure des collectivités

(Chargé de mission référent : Nicolas Wit, n.wit@cites-unies-france.org)

**Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events**

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Maroc

Cette réunion sera l'occasion de tracer un premier bilan du dispositif du fond conjoint franco-marocain et d'échanger autour des événements à venir : le séminaire sur la régionalisation (octobre 2015) et les Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine (2016).

Président de réunion :

Jean Roatta, Adjoint au maire de Marseille et Président du groupe-pays Maroc

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Liban

L'engagement des collectivités territoriales françaises au Liban remonte aux années 1980. Il s'appuie sur les liens politiques, institutionnels et culturels tissés entre la France et le Liban depuis très longtemps.

La coopération décentralisée franco-libanaise couvre de nombreux domaines. Certains d'entre eux sont privilégiés par les collectivités libanaises et françaises tels que le renforcement institutionnel, la formation des élus et le développement économique afin d'appuyer les collectivités libanaises dans leur mission de gestion d'un service public local de qualité ainsi que dans le développement de leur territoire.

Dans le contexte très tendu lié à la guerre civile syrienne et à la situation politique interne libanaise, les collectivités françaises ont continué, malgré les difficultés, à mener à bien leurs projets avec le Liban. L'instabilité représente néanmoins un des freins à l'engagement de nouvelles collectivités françaises dans la coopération avec le Liban.

La participation d'une délégation d'élus libanais de plusieurs collectivités à cette réunion, conduite par le Bureau technique des villes libanaises, nous permettra de faire un bilan des activités menées en 2015 et en particulier des deux dernières initiatives portées par le Comité des Maires, Cités Unies Liban/BTVL et le programme concerté Liban de Cités Unies France: « Le rôle des municipalités libanaises dans l'action sociale » et « La police municipale au Liban : état de lieux, enjeux et solutions », et de définir les nouvelles orientations du groupe-pays Liban au vu du contexte régional. Enfin, un temps important sera laissé aux échanges entre les élus français et libanais portant sur le développement de nouvelles coopérations.

Présidente de réunion :

Samia Jaber, Présidente du groupe-pays Liban

Mardi 30 juin 2015

Intervenants :

Bushra Itani, Adjointe au maire de Beyrouth

Houda Odeimi, Responsable du Développement et de la Coordination de CGLU/BTVL

Béchir Odeimi, Représentant de Cités et Gouvernements Locaux Unis au Liban, Directeur du Bureau Technique des Villes Libanaises (CGLU/BTVL)

Andreas Korb, Responsable de la mission coopération internationale au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)

Anne-Marie Mevel-Reingold, Chargée de mission, Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales, MAEDI

(Chargée d'études référente : Nada Awad, pole-mediterranee@cites-unies-france.org)

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Japon : 1^{er} Comité de pilotage français des 5^e Rencontres franco-japonaises, les 5 et 6 octobre 2016, à Tours

S'appuyant sur le succès des rencontres précédentes, la Ville de Tours, jumelée avec Takamatsu, accueillera cette cinquième édition des Rencontres, les 5 et 6 octobre 2016. Ces rencontres ont pour but d'échanger et de mutualiser nos connaissances au sujet de la mondialisation et de son lien avec les collectivités locales. Les discussions seront organisées autour de trois ateliers : économie, culture et urbanisme.

La première réunion du comité de pilotage français permettra de présenter la ville-hôte de Tours, de faire le point sur la participation des collectivités territoriales françaises ainsi que sur le programme prévisionnel des 5^e Rencontres franco-japonaises. Ce sera également l'occasion de recueillir les suggestions des collectivités territoriales pour la préparation de ces rencontres concernant notamment les ateliers et les thématiques proposés.

Co-présidents de réunion :

Jean-Michel Berlemont, Adjoint au maire de Nancy et Président du groupe-pays Japon de Cités Unies France

Jérôme Tebaldi, Conseiller municipal de Tours, délégué auprès du maire aux Relations Internationales et Président du Comité de pilotage français des 5^e Rencontres

(Chargé de mission référente : Katarina Fotic, k.fotic@cites-unies-france.org)

GDF SUEZ est maintenant

ENGIE



Parce que le monde change et avec lui toutes nos énergies, GDF SUEZ devient ENGIE. ENGIE investit dans la créativité de chacun et la collaboration de tous, pour mener à bien la transition énergétique.

engie.com

By people for people*

L'énergie est notre avenir, économisons-la !
*par nous pour tous



Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités

Partenaires institutionnels du Forum



Au sein du ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), et rattachée à la Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) définit et met en œuvre, en concertation avec les ambassades et la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD), la stratégie de soutien et de développement des actions extérieures des collectivités territoriales. Elle agit

à la fois comme un centre de ressources et d'appui aux collectivités territoriales : soutien juridique, services d'information, d'analyse et de conseils auprès des collectivités. Elle met en place des outils favorisant la mise en cohérence et la mutualisation (assises bilatérales, appels à projets, portail de la coopération décentralisée...).

57 Boulevard des Invalides - 75007 Paris - Tel : 01 43 17 62 71 - www.diplomatie.gouv.fr/cncd



L'Agence Française de Développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable.

Présente sur quatre continents à travers un réseau de 72 bureaux, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète.

En 2014, l'AFD a consacré 8,1 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

5 rue Roland Barthes - 75012 Paris - Tel : 01 53 44 31 31 - www.afd.fr

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités

Soutiens institutionnels du Forum



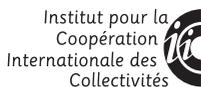
L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) est une association nationale, créée en 1951. Elle compte aujourd'hui près de 1400 collectivités territoriales membres et est présidée par Alain

Juppé, Maire de Bordeaux, ancien Premier Ministre. Elle couvre l'ensemble des politiques européennes intéressant directement ou indirectement les collectivités territoriales françaises, au nombre desquelles la politique européenne de développement, notamment au travers de Platforma dont elle est l'un des membres fondateurs. L'AFCCRE est la section française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne qui rassemble plus de 150 000 collectivités territoriales en Europe. Elle est également membre de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

20 rue Alsace Lorraine 45000 Orléans - Tél : 02 38 77 83 83 - www.afccre.org



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris



Soutiens institutionnels du Forum



Comme au niveau national, l'Association des Maires de France défend à l'international les libertés locales. Forte de son expertise en tant qu'interlocuteur de l'Etat et conseiller des élus locaux, elle a impulsé la mise en place d'un réseau de responsables d'associations de pouvoirs locaux et reçoit tout au long de l'année des délégations internationales. Elle a désigné un pôle d'élus référents sur ces questions et 8 élus siègent à la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD). Elle travaille aux côtés du Délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) dont elle constitue un interlocuteur privilégié lors des concertations sur les projets de lois touchant les communes et la coopération intercommunale, et ses élus participent régulièrement aux événements internationaux qu'il organise. Elle est un relais important pour les appels à solidarité en cas de catastrophes naturelles et humanitaires.

41 Quai d'Orsay, 75343 Paris Cedex 07 - Tél. : 01 44 18 14 14 - www.amf.asso.fr



Les Départements s'investissent à l'international avec des actions de coopération et de partenariat, très diverses et dynamiques. C'est pour eux le moyen d'exprimer une volonté d'échanges et de partage entre les pouvoirs locaux dans le monde, au travers de projets élaborés en commun. L'Assemblée des Départements de France les accompagne dans cette mission en faisant de cette politique volontariste un levier de développement, au-delà des frontières, avec les territoires et leurs habitants.

5 rue Duguay Trouin - 75006 Paris - Tél : 01 45 49 60 20 - www.departements.fr



La forte croissance urbaine prévue dans les prochaines décennies est un des défis majeurs auxquels l'humanité devra faire face. D'ici à 2030, les villes du Sud abriteront 5 milliards d'habitants, soit 80% des citoyens du monde. Les grandes villes et métropoles sont, à l'échelle mondiale, le lieu où se concentreront les problématiques du développement durable, de cohésion sociale et de développement économique. Face aux nombreux défis liés à cette urbanisation, les grandes villes françaises disposent de nombreux atouts à faire valoir à l'international, notamment grâce aux moyens financiers, techniques et humains dont elles disposent. Ainsi, l'Association des Maires des Grandes Villes de France assure plusieurs missions qui visent principalement à :

- Informer ses adhérents sur les co-financements du MAEDI et de l'Union européenne ;
- Mobiliser les collectivités françaises sur les grands rendez-vous nationaux et internationaux ;
- Mettre en relation des collectivités françaises et étrangères souhaitant mener des actions de coopération ;
- Participer à la promotion de l'expertise urbaine française à l'international à travers l'organisation d'événements, etc.

22, rue Joubert - 75009 Paris - Tél : 01 44 39 34 56 - <http://www.grandesvilles.org>



Soutiens institutionnels du Forum



Totalement pluraliste et répondant aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional, l'Association des Maires d'Ile-de-France (AMIF) assure un rôle de représentation des élus locaux et participe au dynamisme régional. Forte de sa représentativité qui lui confère un rôle de porte-parole des Maires de l'Ile-de-France dans le débat régional, l'AMIF a vocation à intervenir comme un interlocuteur privilégié sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de la région : la future Métropole, la carte intercommunale, la péréquation financière, les transports...

26 rue du Renard - 75004 Paris - Tél. : 01 44 59 50 00 - www.amif.asso.fr



ASSOCIATION
DES RÉGIONS
DE FRANCE

L'ARF regroupe les 26 Régions de France qui, via sa commission Affaires internationales qui se réunit tous les mois, coordonne 450 accords de coopération décentralisée à travers le monde. Soucieuse de renforcer la gouvernance territoriale, elle travaille au renforcement des compétences des collectivités régionales, en appui des élus locaux et construit son action notamment autour des priorités de la DAECT, de la commission européenne et de la construction des ODD post 2015. L'ARF signe aussi des conventions avec les Associations de Régions telles celles de Madagascar (AregM), du Maroc (ARM), de la Côte d'Ivoire (ARDCI), du Burkina Faso, et organise des sessions de formation pour des élus et des techniciens des deux associations, basées sur l'échange d'expériences et la volonté de développement.

282 Boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - Tél : 01 45 55 82 48 - www.arf.asso.fr



ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE
DU CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Établissements public du ministère chargé du développement durable, les six agences de l'eau regroupent 1800 collaborateurs et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

Les agences de l'eau mettent en œuvre, dans les sept bassins hydrographiques métropolitains, les objectifs et les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eaux et des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable, la régulation des crues et le développement durable des activités économiques. Acteurs de la mise en œuvre de la politique publique de l'eau, organisé en France autour du principe de la gestion concertée par un bassin versant, les agences de l'eau exercent leurs missions dans le cadre du programme d'actions pluriannuels avec pour objectif final l'atteinte du bon état des eaux.

51 rue Salvador Allende - 92027 Nanterre - Tel : 01 41 20 16 00 - www.lesagencesdeleau.fr



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Soutiens institutionnels du Forum



Le Partenariat Français pour l'Eau : la plateforme multi-acteurs qui partage les savoir-faire français à l'international et contribue à ce que l'eau constitue une priorité dans l'agenda politique mondial.

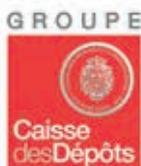
51, rue Salvador Allende 92027 NANTERRE - Tél : 01 41 20 19 41
www.partenariat-francais-eau.fr



programme
Solidarité-Eau

Le pS-Eau est un réseau de partenaires engagés pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. Il assure une veille scientifique sur ce secteur, diffuse des informations et des outils, et accompagne les collectivités locales françaises et associations dans la conception et le montage de leurs actions de coopération décentralisée.

32, rue le Peletier 75009 PARIS - Tél : 01 53 34 91 20 - www.pseau.org



Le groupe Caisse des Dépôts est un groupe public, investisseur avisé de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il apporte aux acteurs publics et économiques son expertise en matière d'ingénierie et de financement. Créateur de solutions durables, il accompagne les politiques publiques conduites par l'Etat et renforce son partenariat avec les collectivités locales. Il anticipe, innove et s'adapte aux défis de demain. Dans le cadre de son plan stratégique, le groupe consolide sa présence à l'échelle européenne et internationale. Son action repose sur trois piliers : s'affirmer dans le débat européen, promouvoir la coopération entre investisseurs de long terme européens et internationaux, développer ses partenariats en Méditerranée, en Afrique, en Chine et au Brésil.

56 rue de Lille 75007 Paris - Tél : 01 58 50 00 00 - www.caissedesdepots.fr



Le Conseil des Communes d'Europe (CCE) a été fondé à Genève en 1951 par un groupe de maires européens, avant d'ouvrir ses rangs aux régions et devenir le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE).

Aujourd'hui, il constitue la plus grande organisation d'autorités locales et régionales en Europe ; ses membres sont plus de 50 associations nationales de villes et régions de 41 pays, représentant environ 150 000 villes et régions. L'Association française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) en est la section française.



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos

Fondée en 2004, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est la voix unifiée et le défenseur mondial de l'autonomie locale et régionale. Elle représente et défend les intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale. Basée à Barcelone, l'organisation s'est fixée la mission suivante : être la voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale démocratique, promouvoir ses

valeurs, ses objectifs et ses intérêts, au travers de la coopération entre les gouvernements locaux, comme au sein de la communauté internationale.

Les membres de CGLU sont présents dans 140 pays, et sont organisés en sept sections régionales, un Forum des Régions et une section métropolitaine. Les membres de CGLU sont aussi bien des villes et des collectivités territoriales que des associations de gouvernements locaux, qui représentent toutes les collectivités locales d'un pays. Avec plus de 1000 collectivités membres directs et 155 associations de gouvernements locaux membres, CGLU représente ainsi presque tous les gouvernements locaux du monde. C'est l'Europe qui compte le plus d'associations de collectivités locales : elles représentent 80% de la population. Site internet : www.uclg.org



CONVERGENCES
Vers un monde équitable et durable

Lancée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion en Europe destinée à établir de nouvelles convergences entre acteurs publics, privés et solidaires pour promouvoir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et lutter contre la pauvreté et la précarité dans les pays du Nord et du Sud. Véritable réseau fédérateur multidisciplinaire, Convergences rassemble plus de 200 organisations réfléchissant aux enjeux des partenariats intersectoriels, de la coopération internationale, de la microfinance, de l'entrepreneuriat social, de l'économie sociale et solidaire, du social business, des stratégies BOP, de la RSE, et du développement durable. Organisé chaque année, le Forum Mondial Convergences est un événement international incontournable sur les enjeux de la co-construction d'une société durable et équitable avec plus de 5000 participants en 2014. Convergences vous donne rendez-vous les 7, 8 et 9 septembre 2015, pour la 8^{ème} édition du Forum Mondial.

www.convergences.org - contact@convergences2015.org - tél. : + 33 (0)1 42 65 78 84



FRANCE
VOLONTAIRES
Echanges et solidarité internationale

La plateforme France Volontaires a pour objet de promouvoir et de développer les différentes formes d'engagements relevant des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité (VIES) et de contribuer à leur mise en œuvre. Ce projet s'exprime dans le respect des valeurs énoncées dans la charte commune à laquelle adhèrent

les organismes d'envoi de volontaires et les volontaires eux-mêmes; Elle est par ailleurs membre du Groupement d'Intérêt Public Agence du Service Civique et contribue au développement du Service Civique, dans le cadre de son volet international.

6, rue Truillot - BP 220 94203 Ivry sur Seine - Tél : 01 53 14 20 30 - www.france-volontaires.org



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités

Soutiens institutionnels du Forum



Le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines du développement durable, de l'environnement et des technologies vertes, de la transition énergétique et de l'énergie, notamment en matière tarifaire, du climat, de la prévention des risques naturels et technologiques, de la sécurité industrielle, des transports et de leurs infrastructures, de l'équipement, de la mer, à l'exception de la construction et de la réparation navales, ainsi que dans les domaines des

pêches maritimes et de l'aquaculture.

- Il élabore et met en œuvre la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique.
- Il promeut une gestion durable des ressources rares.
- Il est associé aux négociations européennes et internationales sur le climat.
- Il participe à l'élaboration des programmes de recherche concernant ses attributions.

246 Boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - Tél : 01 40 81 21 22 - www.developpement-durable.gouv.fr



Créé en 2012, le réseau de collectivités « Nord-Pas-de-Calais Acteurs du Monde » contribue à une plus grande ouverture du territoire régional à l'international. Les collectivités partagent la même volonté de se doter d'un espace permanent d'échange, de dialogue et de concertation, pour co-construire et porter des messages communs, face aux enjeux mondiaux.

Dix-sept collectivités du Nord-Pas-de-Calais ont déjà rejoint le réseau de

« Nord-Pas-de-Calais, acteurs du monde ».

Acteurs de la mise en œuvre de la politique publique de l'eau, organisé en France autour du principe de la gestion concertée par un bassin versant, les agences de l'eau exercent leurs missions dans le cadre du programme d'actions pluriannuels avec pour objectif final l'atteinte du bon état des eaux.

Conseil Régional Nord-pas de Calais - 151 bd Hoover - 59555 Lille Cedex- Tél : 03 28 82 79 53 - <http://mon.nordpasdecals.fr/acteursdumonde/>



SYNDICAT NATIONAL
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales créé en 1948 est une organisation professionnelle qui regroupe des dirigeants territoriaux de collectivités (DGS, DGA, cadres de direction du CNFPT, agents retraités de ces catégories précitées) et de centres de gestion. Le syndicat compte aujourd'hui 4000 adhérents, dont plus de 3000 en activité.

Il se compose d'Unions régionales, elles-mêmes divisées en Sections départementales. Ses principales activités sont :

- la défense des intérêts moraux, matériels et professionnels auprès des Pouvoirs Publics,
- la participation, en position de conseil, aux groupes de travail,
- l'étude de thèmes professionnels par l'organisation de tables-ronde,
- la coopération avec d'autres associations de dirigeants territoriaux au niveau international,

Soutiens institutionnels du Forum

- la protection juridique et la couverture des risques liés au nouveau Code Pénal.
- l'aide à la mobilité professionnelle de ses membres et la mise en place récente d'un réseau de médiation.

158, avenue de Strasbourg - 54000 Nancy - Tél. 03.83.37.20.94. - www.congres-sndg.info



PLATFORMA est le réseau représentant les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations, actifs dans la coopération pour le développement. PLATFORMA est composé de 34 membres, des associations nationales, européennes et internationales, ainsi que quelques collectivités individuelles. Lancée en novembre 2008, ses objectifs sont :

- Porter un message commun auprès des institutions européennes dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques européennes de développement,
- Faciliter la mise en réseau de l'information et l'échange d'expériences,
- Renforcer la participation des autorités locales et régionales européennes aux programmes communautaires de développement,
- Renforcer les interactions avec la société civile.

Plus d'information sur : www.platforma-dev.eu



Présent dans plus de 170 pays et territoires, le PNUD est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités et l'exclusion. Nous aidons les pays à élaborer des politiques, à développer des compétences en leadership et des aptitudes en matière de partenariat, à renforcer leurs capacités institutionnelles et à partager des solutions aux problèmes touchant aux questions suivantes : Développement durable, Gouvernance démocratique, Climat et adaptation. Dans toutes nos activités, nous encourageons la protection des droits de l'homme et favorisons la participation active des femmes. Forts de notre expérience sur le terrain et de notre expertise dans le domaine du développement, nous appuyons également les efforts en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à fin 2015 et façonner le programme de développement durable pour l'après-2015.



Union européenne – Direction générale du développement et coopération – EuropeAid (DEVCO)

La direction générale du développement et coopération – EuropeAid (DEVCO) est l'une des 33 directions générales de la Commission européenne. DEVCO est chargée d'élaborer les politiques européennes en matière de développement et de fournir l'aide de l'UE dans le monde par l'intermédiaire de projets et de programmes. Elle réunit deux anciennes directions générales: la DG Développement et la DG EuropeAid. Elle facilite la communication en assumant le rôle d'interlocuteur unique des acteurs du développement, dans l'UE et le reste du monde.



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Soutiens institutionnels du Forum



Villes de France regroupe des villes et des établissements publics de coopération intercommunale, dont un bon nombre est fortement engagé vers l'international avec plus de 500 accords de jumelage et de coopération décentralisée en vigueur. C'est aussi un réseau national de conseillers municipaux et communautaires dédiés aux jumelages et à la coopération décentralisée. L'association Villes de France dispose depuis juillet 2013 du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

94 rue de Sèvres - 75007 Paris - Tél : 01 45 44 99 61 - www.villesdefrance.fr

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Partenaires officiels du Forum



ENGIE inscrit la croissance responsable au coeur de ses métiers (électricité, gaz naturel, services à l'énergie) pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le Groupe propose

des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO2 et une expertise unique dans quatre secteurs clés : la production indépendante d'électricité, le gaz naturel liquéfié, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. ENGIE compte 152 900 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d'affaires en 2014 de 74,7 milliards d'euros. Coté à Paris et Bruxelles, le Groupe est représenté dans les principaux indices internationaux : CAC 40, BEL 20, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe et Euronext Vigeo (World 120, Eurozone 120, Europe 120 et France 20).

Faubourg de l'Arche, 1 Place Samuel de Champlain - 92930 La Défense - Tél : 01 44 22 00 00
<http://www.engie.com>



Veolia est la référence mondiale de la gestion optimisée des ressources. Présent sur les cinq continents avec plus de 200 000 salariés, le Groupe conçoit et déploie des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, qui participent au développement durable des villes et des industries. Au travers de ses trois activités

complémentaires, Veolia contribue à développer l'accès aux ressources, à préserver les ressources disponibles et à les renouveler.

En 2013, Veolia a servi 94 millions d'habitants en eau potable et 62 millions en assainissement, produit 86 millions de mégawatheures et valorisé 38 millions de tonnes de déchets. Veolia (Paris Euronext : VIE et NYSE : VE) a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 22,3 milliards d'euros (hors périmètre et chiffre d'affaires de Transdev en cours de cession).

36 avenue Kléber - 75016 Paris - Tél : 01.71.75.00.00 - www.veolia.com



CÔTE D'IVOIRE



ASSEMBLEE DES REGIONS ET DISTRICTS DE COTE D'IVOIRE

08 BP 584 Abidjan 08

Tél : +225 22 41 99 50 / +225 22 41 99 51 - <http://www.ardci-rd.org/>

Email : infos@ardci-rd.org

M. Jeannot Kouadio AHOUSSOU

Ancien Premier Ministre, Ministre d'Etat auprès du Président de la République, Président de l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire, Président de la Région du Béliér, Vice-Président de l'Association Internationale des Régions Francophones

Dans le cadre de la consolidation du processus de décentralisation, l'Etat de Côte d'Ivoire a mis en place depuis 2013 des Conseils Régionaux. Après les premières élections régionales d'avril 2013, l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) a été créée le 31 juillet de la même année en application des dispositions de la loi du 21 septembre 1960, relative aux associations, afin de créer un cadre de réflexions et d'échanges dédié aux Régions en vue de mener des concertations sur les questions d'intérêts communs en matière de développement, conformément aux compétences transférées par l'Etat. L'ARDCI regroupe les 31 Régions et les deux Districts autonomes de Côte d'Ivoire. Elle a pour objet d'être un cadre de concertation et de dialogue permanent, de représenter l'ensemble des Régions et Districts auprès des pouvoirs publics et de tout tiers au double plan national et international, de donner des avis sur la législation et la réglementation concernant les collectivités territoriales, d'étudier et de proposer au Gouvernement les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir le développement et le bon fonctionnement des collectivités territoriales.



DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN

www.districtabidjan.ci

M. Robert BEUGRE MAMBE

Gouverneur du District Autonome d'Abidjan

1^{er} Vice-Président de l'Association Internationale des Maires Francophones

Abidjan est la capitale économique de la Côte d'Ivoire, la ville la plus peuplée de l'Afrique de l'Ouest francophone et la deuxième plus grande ville francophone. Abidjan connaît une perpétuelle croissance caractérisée par une forte industrialisation et une urbanisation galopante. La population est composée de plus de 160 nationalités, et les peuples ivoiriens, particulièrement les autochtones Ebie, Attie et M'batto vivent en parfaite symbiose avec une forte communauté étrangère, en provenance surtout des pays de la CEDEAO. Le District d'Abidjan constitue



29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum

un pôle majeur de développement économique de la Côte d'Ivoire. De création récente par la loi du 9 août 2001, le District Autonome d'Abidjan est une collectivité territoriale dotée de la personnalité morale et d'une autonomie financière. Le District d'Abidjan recouvre dix communes urbaines et trois communes rurales (Anyama, Bingerville et Songon).



DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

www.dgddl.interieur.gouv.ci

M. Parfait GOHOUROU

Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local au Ministère de l'Intérieur, Préfet hors-grade

La Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité est responsable de la conduite du processus de décentralisation en Côte d'Ivoire. Composée de cinq directions, la DGDDL intervient en étroite collaboration avec les associations de collectivité et les partenaires au développement sur de nombreux projets. La DGDDL est chargée d'organiser et d'assurer l'exercice des attributions de tutelle de l'Etat sur les collectivités territoriales, d'assister et d'encadrer les collectivités territoriales dans les domaines de l'aménagement, de l'équipement et du développement local, d'apporter un appui aux activités des collectivités territoriales en matière de coopération décentralisée, d'assurer le renforcement des capacités des collectivités territoriales, d'effectuer des inspections et des contrôles des collectivités territoriales en liaison avec l'inspection générale des services de l'administration du territoire.

UNION DES VILLES ET COMMUNES DE COTE D'IVOIRE (UVICOCI)



M. Gilbert KAFANA KONE

Ancien Ministre d'Etat, Maire de Yopougon

Président de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire

L'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI), créée le 6 juillet 1983 par les maires de Côte d'Ivoire, traduit la volonté des communes membres de faire de celle-ci un forum de réflexion et de concertation et d'appuyer la politique de communalisation conçue par le gouvernement. Dans la poursuite de la politique de la communalisation entreprise par l'Etat, l'Union a évolué au fil des ans et se présente aujourd'hui, avec ses 197 membres, comme un partenaire privilégié de l'administration ivoirienne et aussi comme l'interlocuteur des organismes nationaux et internationaux intéressés par le développement des Communes. Il s'agit pour l'Union d'établir et développer des liens de solidarité entre les villes et les communes de Côte d'Ivoire, en vue d'harmoniser leurs actions, de contribuer à l'amélioration de l'administration locale et à l'épanouissement harmonieux de la vie municipale.

Partenaires institutionnels



Soutiens institutionnels



Les Collectivités et associations d'élus de CÔTE D'IVOIRE partenaires du forum de l'AICT



District autonome d'ABIDJAN



Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local



Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire



UVICOCI Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire





Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum

GABON



DEPARTEMENT DE NDOUGOU

Le Département de NDOUGOU est situé dans la province de l'Ogooué maritime au Sud-ouest du Gabon. Il est limité au nord-ouest par le Département d'Etimboué, à l'est par le Département de Ndolou, au Sud-ouest par le Département de la Basse-Banio et à l'ouest par l'océan Atlantique.

Les perspectives du département en matière de développement sont les suivantes :

- Ecotourisme et Tourisme communautaire
- Croissance et Valorisation du patrimoine immobilier
- Ouverture à l'international, jumelages et création de partenariats.

VILLE DE GAMBA

Capitale du département de NDOUGOU situé à 270 km à vol d'oiseau au sud de Port-Gentil, sur la façade maritime du sud-ouest du Gabon. Guidé par notre Plan de Développement Local (PDL), nous espérons, à cette occasion, susciter le maximum d'intérêt pour un appui à la diversification de l'économie de notre ville tournée vers le développement durable.

Le 6^e Forum de l'action internationale des collectivités est, pour la commune de Gamba, une réelle opportunité de rencontres et d'échanges avec d'autres Collectivités Etrangères, notamment françaises, dans l'optique d'établir des partenariats à l'international, de créer et de développer des activités économiques et sociales pour le bien-être des 70 nationalités composant sa population et dépendant, en grande partie, de l'activité pétrolière.

COMITE DE REFLEXION SUR L'APRES PETROLE (C.R.A.P)

ONG représentative des populations du département de NDOUGOU, le C.RAP a été créé le 15 juillet 1999 à l'initiative du Ministre Félix Siby, du Maire de Gamba, du Président du Conseil départemental de NDOUGOU, des élus nationaux et locaux, cadres et personnes ressources soucieux de l'avenir de NDOUGOU.

Le C.R.A.P s'est fixé comme valeur de privilégier le développement socio-économique en transcendant toutes sortes de clivages, qu'ils soient culturels, sociaux ou encore politiques; et comme approche stratégique de promouvoir les stratégies innovantes, axées notamment sur le partenariat entre l'Etat, le secteur privé et la société civile.



Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum

MALI



ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI (AMM)

Quartier du fleuve, BP E1347 Bamako, MALI

<http://amm-mali.com/>

L'AMM a pour but de participer à la sauvegarde de la libre administration des collectivités territoriales et à l'approfondissement de la démocratie locale.

Elle a pour l'objectif de :

- Contribuer au renforcement de la décentralisation ;
- Renforcer les capacités des collectivités;
- Promouvoir l'administration communale et le développement économique local ;
- Favoriser la participation de tous les acteurs locaux au développement de leur commune ;
- Servir d'interface entre les communes et les pouvoirs publics d'une part, entre les communes et les partenaires d'autre part ;
- Promouvoir la coopération entre les communes maliennes d'une part et entre celles-ci et les communes d'autres pays d'autre part ;
- Faciliter l'accès des populations aux services sociaux de base.



AGENCE NATIONALE D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (ANICT)

Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales

BP E 446 - Bamako - MALI

Tél : +223 221 46 03

www.anict.gouv.ml

Rattaché au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales est chargée de gérer les subventions affectées à la réalisation des investissements locaux entrepris sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales. L'ANICT a pour rôle de notifier à chaque collectivité ses droits et conditions de tirage, de suivre la répartition de l'enveloppe régionale selon les critères fixés au niveau national, de veiller au versement des subventions en temps opportun pour le règlement rapide des prestataires et des comptes et d'assurer le suivi et le compte-rendu des activités ou de l'utilisation des fonds.



Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum

CFCT

Centre de Formation des
Collectivités Territoriales

**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
(CFCT)**

ACI 2000 Hamdallaye - Bamako, MALI
Tél : +223 20 32 09 - www.cfctmali.com

Le CFCT a pour mission principale le renforcement des capacités des élus locaux et des agents des collectivités territoriales dans le domaine de la décentralisation et du développement local. Il vise:

- la professionnalisation du personnel des collectivités territoriales ;
- l'harmonisation des formations et leur cohérence ;
- la formation des élus locaux dès leur élection ;
- l'appropriation de la formation par les collectivités territoriales à travers leur participation à son financement ;
- la production et la diffusion d'outils pédagogiques performants adaptés aux besoins des collectivités territoriales ;
- la capitalisation des actions de formation ;
- la contribution aux études et recherches en matière de décentralisation et de développement local



MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Tel : +223 20 22 42 12 / 20 23 59 26 - www.matcl.gov.ml
Email : segalmatd@gmail.com

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation est chargé de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'administration du territoire et de décentralisation. Département de souveraineté est chargé entre autre de :

- l'organisation de la représentation territoriale de l'Etat,
- la coordination et le contrôle de l'action des représentants du gouvernement dans les circonscriptions administratives,
- l'organisation des opérations électorales et référendaires en rapport avec les autres structures intervenant dans ces opérations,
- la gestion des frontières nationales et la promotion de la coopération transfrontalière,
- la gestion de l'état civil,



Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum

- la gestion des personnes réfugiées au Mali,
- la participation à l'information régulière du gouvernement sur la situation politique, économique et sociale du pays,
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative aux fondations, aux associations et aux groupements et partis politiques,
- la coordination des relations du gouvernement avec les partis et groupements politiques,
- la réglementation relative aux sociétés privées de gardiennage et la surveillance de l'exercice de leurs activités.

Egalement avec la participation des organisations suivantes :

- ASSOCIATION DES COLLECTIVITES CERCLES DU MALI
- ASSOCIATION DES REGIONS DU MALI
- HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

MEXIQUE



CONAGO – CONFERENCE NATIONALE DES GOUVERNEURS

Secretariado Tecnico al Servicio de los Gobiernos Estatales, A.C.
Montecito #38, piso 21, oficina 23, Torre de Oficinas WTC, Colonia. Nápoles, Delegación Benito Juárez, Mexico, D.F., C.P. 03810 – MEXIQUE

Email : secretariatecnica@conago.org.mx

Fondée en 2002, la Conférence nationale des gouverneurs (CONAGO) est un forum permanent pour le dialogue, la consultation et la réunion entre les représentants de l'Etat et les autres acteurs, avec l'engagement de promouvoir une vision démocratique des entités fédérales, dans l'optique de renforcer les espaces institutionnels et accords favorisant le développement et le bien-être de tous les mexicains.



Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum

MAROC



Direction Générale
des Collectivités Locales

MINISTRE DE L'INTERIEUR / DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES

Annexe Hay Riad, avenue Abderrahim, Bouabid - Rabat - MAROC
Téléphone : +212 537 76 42 - www.interieur.gov.ma

Le Maroc a décidé d'approfondir les processus de décentralisation et de déconcentration au profit du développement local et de la maîtrise du territoire et de ses ressources. La volonté d'adapter la décentralisation en général et les institutions locales en particulier aux changements que connaît le Maroc a conduit en 2002 les pouvoirs publics à réviser profondément le régime juridique régissant les communes et les collectivités préfectorales et provinciales. En 2011 a été remis le rapport sur la régionalisation avancée, visant à donner davantage de pouvoir aux régions pour leur permettre d'être plus compétitives.

La DGCL est notamment chargée de l'élaboration des Plans Communaux de Développement en milieu rural, selon une approche de planification stratégique participative et du suivi des actions de coopération décentralisée entre collectivités marocaines et étrangères.

ASSOCIATION DES REGIONS DU MAROC

M. Said Chbaatou, Président

ASSOCIATION MAROCAINE DES PRESIDENTS DE CONSEILS COMMUNAUX (AMPCC)

L'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC), dont le siège est à Rabat, a été créée lors du Premier Congrès National des Présidents des Conseils communaux qui s'est tenu le 27 mai 2013 à Skhirate, sous le thème « la contribution des communes marocaines aux travaux du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux : quelles perspectives pour le processus de décentralisation à la lumière de la nouvelle constitution ». L'objectif principal de cette association est de contribuer à la dynamisation de l'action communale commune et au renforcement des mécanismes de solidarité et de coopération entre les Collectivités Territoriales et avec les acteurs locaux.



SENEGAL



MINISTERE DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DU DEVELOPPEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT TERRITOIRE

Dieuppeul – Derklé Rue DD – Dakar – SENEGAL
Tel : +221 33 869 47 00 – www.matcl.sn

Le Ministère de l'Aménagement du territoire et des Collectivités Locales est chargé de la préparation et de la mise œuvre de la politique sénégalaise en matière de décentralisation, de développement local, de soutien et de contrôle des collectivités locales ainsi que de la mise en place de la politique de formation des élus et de la conduite de la politique de développement local.

ASSOCIATION DES DEPARTEMENTS DU SENEGAL (ADS)

BP 3866 - Maison des élus locaux, Dakar - SENEGAL
Tél: +221 33 842 66 95 /+221 77 434 63 28

L'ADS est instituée pour défendre et promouvoir la décentralisation départementale au Sénégal. A cet effet, elle se propose notamment :

- de regrouper l'ensemble des départements du Sénégal afin de développer entre eux des liens de compréhension mutuelle, de cohésion et de solidarité ;
- d'offrir à l'ensemble des départements un cadre d'informations, de dialogue, de concertation et d'échange sur des préoccupations spécifiques ou communes ;
- de développer des actions collectives pour préserver et renforcer les acquis de la décentralisation;
- de contribuer activement à trouver des solutions aux entraves et difficultés rencontrées par les départements, en collaboration avec les autorités compétentes ;
- de construire et de proposer une vision et une parole collective sur les défis, enjeux et alternatives innovantes dans la décentralisation départementale.



Associations et collectivités étrangères partenaires du Forum



ASSOCIATION DES MAIRES DU SENEGAL (AMS)

Maison des Elus Locaux, 31 Rue Carnot - Place de l'Indépendance - BP 3866 - Dakar RP - SENEGAL

Tél : +221 33 842 08 77 / +221 636 64 63 / +221 77 332 22 16 -
www.mairesenegal.org - Email: mairessenegal@gmail.com

Créée en 1958 sous l'impulsion de Daby DIAGNE alors Maire de Ouagadougou, l'Association des Maires du Sénégal (AMS) regroupe 159 communes membres dont 49 sont des communes nouvellement créées. Ses objectifs sont de :

- promouvoir l'échange et la diffusion d'informations,
- favoriser la concertation entre les Maires, - Renforcer les capacités des élus en matière de gestion urbaine locale, - Diversifier le partenariat et redynamiser la coopération décentralisée,
- rechercher des stratégies innovantes en matière d'autonomie financière,
- mettre en place une direction fonctionnelle.



UNION DES ASSOCIATIONS D'ELUS LOCAUX (UAEL)

31 rue Carnot - Place de l'indépendance - B.P 362 Dakar - SENEGAL

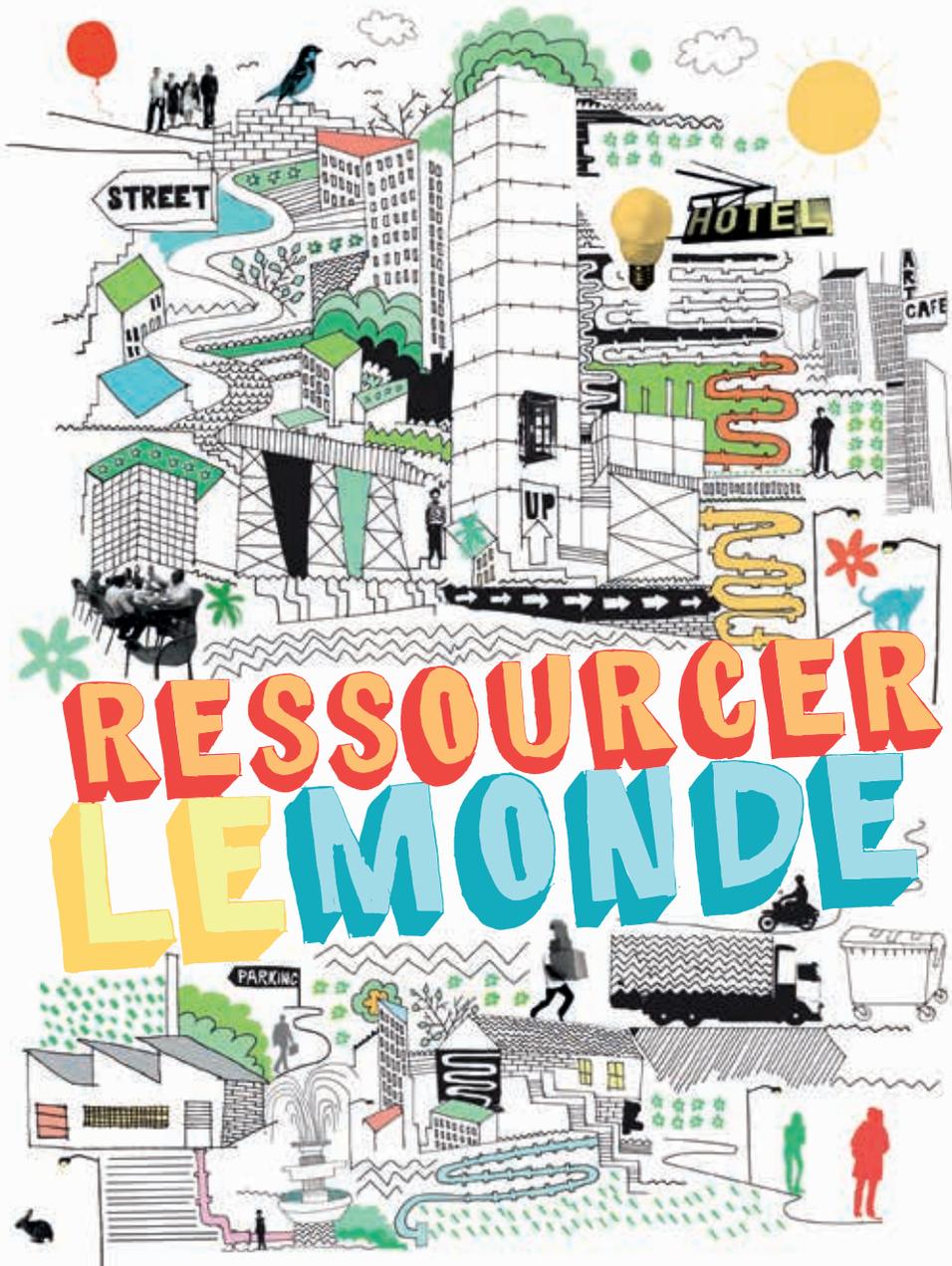
Tél. : +221 33889 54 00 - Fax : +221 33842 50 62

Contact : cael@sentoo.sn / cael@orange.sn

Créée en 2003, l'UAEL est une association apolitique, à but non lucratif régie par la loi n°68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal.

Elle a pour objectifs de :

- Favoriser un dialogue constructif entre les associations membres,
- Favoriser un dialogue constructif entre les associations membres, l'Etat et les partenaires au développement : ONG, secteur privé, acteurs internationaux de la coopération décentralisée, bailleurs de fonds...
- Contribuer à la promotion de la décentralisation, de la coopération décentralisée et du Développement local,
- Contribuer à l'harmonisation des interventions des partenaires au développement,
- Fournir un support technique et administratif notamment en réalisant toute activité permettant aux associations membres de remplir leur mission visant à améliorer la gestion des collectivités locales.



RESSOURCER LE MONDE

Sur les cinq continents, Veolia développe l'accès aux ressources, les préserve et les renouvelle. En concevant et déployant des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, nous contribuons à ressourcer le monde. Découvrez comment sur [veolia.com](https://www.veolia.com)

Ressourcer le monde





Expositions sur le stand de Cités Unies France

« Présentation de plusieurs actions de CUF et des collectivités territoriales françaises dans les situations de crise »

Photographies de Simoné Giovetti

Cités Unies France réfléchit depuis plusieurs années au rôle crucial des autorités locales dans la gestion des crises et de la reconstruction. Les gouvernements locaux doivent être au centre du processus afin d'assurer la pérennité des actions mises en œuvre. Trois exemples d'actions de soutien aux autorités locales pour la reconstruction, actuellement en cours, sont présentés sur le stand de CUF :

- **Le programme européen : renforcer la ville de Bangui pour sortir de la crise**

La dernière crise politique et militaire en République Centrafricaine de l'année a fait des milliers de morts et a mis en lumière la fragilité de l'Etat. CUF et la Mairie ont obtenu un financement de l'Union Européenne (DEVCO) pour la mise en œuvre d'un projet qui vise l'amélioration des capacités techniques et financières de la mairie centrale et de trois mairies d'arrondissements de la ville de Bangui en améliorant la qualité et l'accès à deux services publics essentiels: la collecte des déchets et la gestion des marchés, et en consolidant la relation entre la population et les habitants.

- **Le fonds de solidarité pour les Philippines**

Suite au passage du typhon destructeur, en novembre 2013, Cités Unies France, à la demande de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds de solidarité pour soutenir les collectivités locales des Philippines dans la phase de reconstruction des territoires affectés. Près de 50 collectivités ont participé et ont permis de récolter près de 300 000 euros. Le projet retenu comporte deux volets d'action : la reconstruction et le soutien à la mise en commun de moyens de quatre collectivités des Philippines.

- **Le fonds de solidarité pour la reconstruction de la ville de Kobané**

La ville de Kobané, au nord de la Syrie, à la frontière turque, a été victime d'intenses combats entre l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI) et les combattants kurdes soutenus par la coalition internationale entre l'été 2014 et Janvier 2015. Un fonds de solidarité pour soutenir la reconstruction de Kobané a été ouvert en avril 2015, suite à la demande des adhérents et du président de Cités Unies France Roland Ries. Une proposition de projet sera prochainement soumise au comité des **donateurs pour lancer une action concertée**.

MAEDI – ARENE Ile de France – CUF : EXPOSITION « Engagement international des collectivités françaises dans la lutte contre le changement climatique »

Le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, l'ARENE Ile de France et Cités Unies France se sont associés pour créer une exposition qui met en exergue l'engagement international des collectivités françaises dans la lutte contre le changement climatique.

Constituée de 6 panneaux (kakémonos) elle illustre et explique en français et en anglais l'action de la coopération décentralisée sur l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'énergie et les déchets, la planification territoriale et la biodiversité. Un premier panneau explique les concepts d'atténuation et d'adaptation et insiste sur la démarche d'accompagnement de la coopération décentralisée, de concertation et de prospective. Le jeu d'exposition de Cités Unies France est à la libre disposition des collectivités membres, un 7^e panneau (toujours au format 1.20 x 2m) est à la disposition des collectivités pour y faire figurer un message plus « territorialisé ».



Cités Unies France en bref...

Créée en 1975, l'association Cités Unies France fédère les collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale.

Une convention régulièrement renouvelée avec le ministère des Affaires étrangères donne à l'association, entre autres, mission d'animation et de coordination pour l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale, soit plus de 5 000 collectivités et 13 600 projets de coopération décentralisée avec des autorités locales de 145 pays.

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 31, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de « capitaliser » les expériences et d'impulser des actions concertées. Au-delà de cette approche géographique, Cités Unies France privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques (journées de la coopération décentralisée, forum de l'action internationale des collectivités etc.) et à une intense activité éditoriale.

Cités Unies France travaille en étroite collaboration avec les associations de pouvoirs locaux françaises (AMF, ADF, ARF, AMGVF, etc.) et internationales. Tout adhérent de Cités Unies France est, *ipso facto*, membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), « Nations Unies des pouvoirs locaux ».

Depuis 40 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Elle a insufflé le changement dans ses pratiques et inspiré son cadre législatif. Plus que jamais, elle est à l'écoute des évolutions de la coopération décentralisée et de l'action internationale des collectivités territoriales.

www.cites-unies-france.org



MediaContactServices

Créateur, organisateur et producteur d'événements professionnels

*Des manifestations professionnelles "public-privé"
au service des acteurs du développement des territoires*

Créée fin 2005 par Médéric PETIT et Tanneguy des RIEUX autour de professionnels de l'information multi-média, Media Contact Services est spécialisée dans la création, la production, l'organisation et le développement de manifestations professionnelles à fort contenus techniques et exploitations éditoriales. La société intervient aussi comme conseil en communication et prestataire de services pour le compte de fédérations professionnelles, d'associations, d'administrations et de collectivités.

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités

29 et 30 juin 2015 | Palais des Congrès PARIS | www.coopdec-icic.org

Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités | Le Syndicat des Français | MediaContact Services | Fédération Institutionnelle | afa | @CoopDec | coopdecforum | icic / icic

75^e CONGRÈS ANNUEL ET ASSISES des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales

26^e SALON NATIONAL des Dirigeants Territoriaux

LA ROCHELLE ESPACE ENCAN

expolis

Une organisation MediaContactServices **Du 1 au 3 octobre 2015**

9^{èmes} RENCONTRES INTERNATIONALES DES PPP

Concessions, DSP, Contrat de Partenariat

Octobre 2015 • Paris - Palais des Congrès • www.lrippp.com

FORUM d'ABIDJAN

Palais des Congrès Sofitel Ivoire Abidjan

Forum International pour le Développement et l'Équipement des Collectivités Territoriales

SALON DU LIVRE des politiques publiques

Retrouvez nous les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet 2015, au CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental) sur « le Salon du Livre des Politiques Publiques », que Media Contact commercialise pour Acteurs Publics dans le cadre des « Rencontres des Acteurs Publics » acteurspublics



Retrouvez les programmes et comptes-rendus sur www.mediacontactservices.com

6ème forum de l'action internationale des collectivités collectives



Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités

cofondateurs



29 - 30 juin 2015 - Palais des Congrès de Paris

www.coopdec-icic.org



6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités

29 - 30 juin 2015 - Palais des Congrès de Paris

Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités

www.coopdecid-oi.org

cofinancés par
cités unies france
Mediacom Services



Lundi 29 juin 2015

9h00 à 13h30	Réunion de la CNCD Commission Nationale de la Coopération Décentralisée	13h30 à 14h30	Inauguration officielle de l'Exposition par la Ministre et les délégations étrangères	14h30 à 16h00	Réservé CNCD	16h00 à 17h30	Conférence : Les financements innovants pour les collectivités	17h30 à 19h00	Conférence : Femmes et réseaux féminins, acteurs engagés de la coopération décentralisée	19h15 à 20h30	Salle 351 229 places
	Cocktail déjeuner en l'honneur des délégations étrangères, autour de la Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie		Ouverture du forum et accueil des participants		Conférence : Encourager l'engagement et la mobilité internationale pour tous les jeunes dans le cadre de l'AICT		Conférence : La réforme territoriale et ses conséquences sur l'action internationale		Conférence régionale : Mobilisation des entreprises : regards croisés entre les groupements Algérie, Maroc et Mauritanie		Salle 352 B 229 places
			Groupes Pays CUF PALESTINE		Conférence : Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien		Conférence : Haïti		Clôture du Fonds de solidarité		Salle 352 A 120 places
			Groupes Pays CUF MEXIQUE : Les nouveaux champs de l'action internationale des Collectivités Territoriales : l'action extérieure au service de la compétitivité des territoires		Présentation du programme européen de Borogai : la gestion des crises par les autorités locales		Groupes Pays CUF ARMENIE				Salle C 40 places
			FoCUS Pays - Collectivités MALI		Témoignage partenaire Acteurs du Monde		Focus Pays - Collectivités MEXIQUE				Plateau media 40 places
			Focus Collectivités GABON : présentation de projets		Groupes Pays CUF CHILI		Groupes Pays CUF CHINE				Salle 315 40 places

Mardi 30 juin 2015

8h30 à 10h00	Assemblée Générale de Cités Unies France	10h à 11h	Séance Plénière: L'action internationale nécessaire pour nos territoires	11h00 à 12h30	Visite du forum par les autorités présentes à la conférence inaugurale	12h30 à 14h15	Cocktail déjeuner sur l'espace partenaires	14h15 à 15h45	Villes durables et villes intelligentes : enjeu majeur de l'action internationale des collectivités	15h45 à 17h30	Conférence : L'action internationale pour mieux vivre ensemble	18h00 à 19h30	Cocktail de clôture du Forum sur l'espace partenaires
									Conférence : Acteurs du Monde		Conférence : COP 21 : Solutions de la coopération décentralisée face au dérèglement climatique		
									Groupes Pays CUF RUSSIE		Réunion thématique : Coopérer entre territoires pour l'inclusion économique et sociale		
									Groupes Pays CUF ETATS-UNIS		Groupes Pays CUF MAROC		
									Focus Pays - Collectivités COTE D'IVOIRE		Groupes Pays CUF LIBAN		
									Focus Pays - Collectivités SENEGAL				
									Groupes Pays CUF JAPON : 1 ^{er} Comité de pilotage français des 5 ^{es} Rencontres franco-japonaises				